



InFO n°20

CTL du 14 octobre sur la destruction
du réseau financier et fiscal.

Compte rendu CTL (page 1/2/4)
Déclaration liminaire (page 2/3)
Réponses de M. Mathieu (page 4)



Site web local : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/049/>

Mél fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

Priorité aux agents, le 4 décembre je vote et fais voter FO !

CTL du 14 octobre 2014 :

M. Mathieu confirme le contenu de la lettre adressée aux élus par FO DGFIP 49...

Monsieur Mathieu : « Il y a beaucoup trop de petites structures dans ce département, mais il n'est pas question de tout supprimer, il faut rationaliser » (...). Non je ne fermerai pas tous les centres de Finances Publiques en milieu rural, parce qu'il y a un seuil critique en nombre de budgets à ne pas dépasser, pas plus de 160 (...). Il faut aussi tenir compte du schéma de coopération intercommunale et de la densité de population (...). **et de rajouter**, « Tout cela n'aura pas de conséquences pour les agents et donnera des possibilités d'amélioration des conditions de travail. »

Une fois n'est pas coutume, toutes les organisations syndicales étaient présentes à un CT concernant les suppressions de sites financiers. **FO DGFIP 49 a, en toute circonstance, toujours répondu présent à ce type de CT pour condamner les suppressions de la Direction locale, pour ne pas laisser sans défense les agents des postes concernés.**

Selon **Monsieur Mathieu**, les suppressions de centres des Finances Publiques offriraient la possibilité d'améliorer les conditions de travail ?

Mince, fallait y penser ! Mais alors, après les suppressions des RF de Saumur et Cholet, des sites de Jallais, Montjean, Saumur-Banlieue, Vihiers, Maulévrier, Jallais, Montjean, Noyant, Césame Sainte Gemmes sur Loire, Feneu, Montreuil Bellay, Brissac, **Champtoceaux, Saint Florent le vieil, Tiercé, Allonnes, Saint Mathurin sur Loire, Gennes, Durtal** (1), travailler dans une structure fusionnée ou dans n'importe quel poste ou service doit être merveilleux !

Monsieur Mathieu, si vous vous rendiez plus souvent dans les centres des Finances Publiques, vous pourriez constater les conditions déplorables dans lesquelles travaillent les agents. Détourner l'objectif gouvernemental de gains de loyer, d'adaptation du réseau aux suppressions d'emplois en possibilité d'améliorer les conditions de travail. Fallait oser le faire, surtout lorsque l'on déclare (voir plus loin) : « **La fusion des SIE de Cholet est envisagée, elle permettra de supprimer un poste de cadre A.** » (SIC)

Comment ne pas rapprocher ces propos de ceux du ministre des Finances, **Michel Sapin**, qui indiquait que le gouvernement ne rognait pas sur les rémunérations des agents publics dans le budget 2015, présenté le 1er octobre. Citons-le : « **les décisions ont été prises, elles sont difficiles, elles sont douloureuses pour les fonctionnaires parce qu'il y a un gel du point d'indice et un gel des salaires.** » (...) Alors qu'il était interrogé sur une possible compression de la masse salariale de l'État via une baisse des salaires des agents, il a poursuivi : « **pour les fonctionnaires, aujourd'hui, c'est gel. C'est difficile, c'est dur, on ne va pas en rajouter pour pouvoir atteindre un objectif de déficit en reprenant encore du pouvoir d'achat aux uns et aux autres.** ». Ouf ! On l'a échappé belle ! Au passage, remercions ce défenseur des fonctionnaires, seulement 8 ans de blocage de la valeur du point d'indice.

Malgré la situation économique désastreuse dans laquelle les politiques d'austérité ont plongé la France, le gouvernement est sommé par l'Union Européenne, le FMI et les marchés de poursuivre et amplifier les mesures de rigueur.

Pour aller dans le même et à titre d'exemple, une manœuvre grossière pour canaliser le mécontentement des français et glorifier l'action gouvernementale semble germer sournoisement :

-1) Les ministres **Michel Sapin** et **Emmanuel Macron**, représentants d'un gouvernement en crise, se sont rendus ventre contre terre à Berlin le 20 octobre pour arracher d'Angela Merkel un budget 2015 estampillé de la mention **lu et approuvé** »,

1 **En gras** les CFP supprimés depuis l'arrivée de Monsieur Mathieu

- 2) L'OCDE vient d'adresser un encouragement à la France pour les réformes en cours et l'exhorte à poursuivre dans cette voie
- 3) Bruxelles réclame à la France 8 milliards d'euros d'économies supplémentaires en application du TSCG.
- 4) 24 octobre 2014 Mediapart publie le contenu de la lettre envoyée par la commission européenne à Michel Sapin que François Hollande a refusé, jusqu'à présent, de rendre publique. L'exécutif européen demande à Paris de respecter ses engagements budgétaires.

Compte tenu de ces quatre éléments, et dans l'hypothèse où la Commission Européenne valide le budget de rigueur de la France, (même assorti de recommandations pour accélérer les réformes structurelles), le Chef de l'État et le Premier ministre du « **government probusiness** » seraient autorisés à se fendre d'un communiqué indiquant que : « **grâce au pacte de responsabilité, aux réformes en cours, la France s'en sort à bon compte puisqu'il n'y aura en 2015, que 21 milliards de coupes et 50 milliards jusqu'en 2017** » ⁽²⁾.

De tels propos, qu'ils soient tenus au niveau local ou ministériel n'ont qu'un seul but : faire passer leurs auteurs du rang de fossoyeurs au titre de bienfaiteurs, leurs contre-réformes pour un moindre mal. Ce sont des maîtres en communication, de « bons maîtres » qui œuvrent et jurent, à leur niveau respectif, que les suppressions de trésoreries, de SPF, de SIE, de SIP, de CDIF, les mesures de restriction budgétaire, le démantèlement des services publics, la destruction de la protection sociale et l'éclatement de la République sont mis en œuvre uniquement dans notre intérêt.

Comme aurait pu le dire Audiard «*les fossoyeurs ça osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît !*». On peut s'attendre à tout des «*tontons flingueurs*» y compris la plus machiavélique des mises en scène.

Mais tous ces artifices ne font pas ignorer la triste réalité. **Vous trouverez ci-dessous la déclaration liminaire FO DGFIP 49 puis les réponses de la direction locale à nos interrogations.**

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

*Avant d'entrer dans le détail des suppressions – restructurations que vous avez initiées pour le 1^{er} janvier 2015, nous souhaitons rappeler la position de la section **FO DGFIP 49**.*

***FO DGFIP 49**, avec son syndicat National revendique le maintien dans notre pays d'un service public républicain de qualité.*

*Par conséquent, la section **FO DGFIP** de Maine-et-Loire s'oppose à toute suppression de poste et service, qui année après année démantèle le réseau et les structures de la DGFIP dans le seul et unique but de réduire la dette et les déficits publics. Ces disparitions de trésoreries, de services ne servent qu'à justifier les suppressions d'emplois et à adapter le réseau en conséquence tout en accentuant inquiétude, stress et souffrance. **FO DGFIP 49** n'est pas un syndicat démagogue, il a toujours été présent lors des CTL concernant les suppressions ou restructurations de sites.*

***FO DGFIP 49** ne pratique pas la politique de la chaise vide, chemin de la facilité qui permet aux absents ne pas avoir à se prononcer concrètement contre la destruction des services, tout en laissant les mains libres aux décideurs pour mettre en œuvre la politique réactionnaire d'un gouvernement aux ordres de l'Union européenne, c'est à dire des marchés financiers. Être présent à ce CTL, c'est prendre ses responsabilités de syndicalistes et respecter le mandat confié par les collègues lors des élections.*

Monsieur le Président,

Derrière la disparition du maillage des ex-trésoreries, des services se profile l'inégalité de traitement des citoyens. Comme nous vous l'avons déjà indiqué lors de réunions précédentes, si les services publics ont un coût, la démocratie n'a pas de prix !

*Pour **FO DGFIP 49**, prendre ses responsabilités comme nous vous l'indiquions il y a quelques instants, c'est ne pas rester à ne rien faire en se contentant de simples déclarations d'intention.*

Prendre ses responsabilités c'est s'investir, combattre réellement sur le terrain les contre-réformes.

*Alors que les élus **FO DGFIP 49** vous ont sollicité à plusieurs reprises lors de CTL précédents au sujet des restructurations, votre refus obstiné de donner des réponses claires a conduit **FO DGFIP 49**, son Union Départementale et sa section départementale des finances à adresser un courrier à tous les élus du département (maires, conseillers généraux, députés). Votre refus pour limiter nos marges de manœuvres et*

² 21 milliards de coupe c'est l'équivalent de 2000 à 3000 euros de prélevés sur le budget d'une famille ouvrière de 3 enfants

les propos que vous répandez dans les réunions départementales que vous présidez pour discréditer notre action ne dupent personne.

Indiquer à qui veut l'entendre que **Force Ouvrière** se trompe :

- alors que plus de 850 trésoreries au niveau national sont appelées à disparaître, de façon arithmétique cela fait entre 8 et 9 par département...

- alors que 50 milliards d'économies de dépenses publiques sont programmés sur 3 ans,

- alors que le PLF 2015 qui découle du pacte de responsabilité est un véritable budget de guerre contre l'ensemble des salariés, les chômeurs, les familles, la protection sociale et les services publics, tient plus de la prestidigitation que d'une analyse objective des faits et de la situation.

Aussi, afin de lever tout quiproquo ou malentendu, les représentants de la section FO DGFIP 49 vous demandent de bien vouloir répondre à leurs interrogations concernant les restructurations futures.

Monsieur le Président,

Avec la meilleure volonté du monde et tous les appuis dont vous disposez, vous aurez du mal à faire croire aux agents du Maine et Loire que le département sera épargné.

Vous ne pouvez pas vous dérober. Les agents des sites concernés sont en droit d'attendre de l'Administrateur Général des Finances Publiques du Maine-et-Loire des réponses concrètes sur le maintien du poste ou service dans lequel ils exercent aujourd'hui leurs missions.

Les représentants **FO DGFIP 49** vous demandent de bien vouloir préciser si des restructurations ou des suppressions sont envisagées **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019 dans le cadre du plan triennal pour :**

- les SIP d'Angers concentrés à la cité administrative (fusion)

- la trésorerie des Ponts de Cé, poste dont les agents sont en extrême souffrance par manque d'effectifs.

- les SIE d'Angers et de Cholet, (fusion)

- le CFP de Pouancé, (transfert au CFP de Segré)

- les CFP de Candé, Le Louroux et Le Lion, (Regroupement, suppressions)

- les CFP de Beaupréau, Chemillé, Saint Georges sur Loire, La Romagne et Seiches sur le Loir,

- le CFP d'Avrillé, conservera -il la gestion du Cesame (transfert vers le CFP du CHRU d'Angers ?)

- la fusion du CFP d'Avrillé avec la TPM Angers (Est elle envisagée ? Si oui quel avenir pour le CFP de Trélazé ?)

Si des restructurations sont oubliées dans cette liste noire, nous vous demandons, dans un souci de transparence, de bien vouloir y pallier. Monsieur le Président, nous nous engageons bien évidemment à communiquer vos réponses aux agents du département. Dans les années à venir, à pareille époque chacun sera à même de comparer entre vos propos d'aujourd'hui et la réalité.

Monsieur le Président,

A l'ordre de jour de ce CTL, vous nous proposez de faire adopter le nouveau règlement sur les horaires d'ouverture au public du Louroux-Béconnais, tout en précisant je cite "elle ne réduit pas l'offre de service aux usagers et notamment aux ordonnateurs".

La disparition des trésoreries de Durtal et Gennes n'aura-t-elle pas d'incidence sur l'ouverture au public ,le service rendu aux contribuables et aux collectivités locales ?

Doit-on en conclure que la notion de service public est à géométrie variable en fonction de vos opportunités.

Monsieur le Président,

Concernant les suppressions des CFP de Gennes et de Durtal, le Syndicat F.O.-DGFIP condamne sans réserve ces deux fermetures de sites et votera contre.

Le syndicat FO DGFIP 49 votera aussi contre le regroupement des SPF. Il s'agit ici de supprimer encore et toujours plus d'emplois.

Monsieur le Président, je vous demande d'annexer au procès verbal, cette déclaration liminaire, la lettre adressée aux Maires et le courrier de M. **Goua** député de Maine-et-Loire. Je vous en remercie.

~~~~~

**Face aux refus de la direction locale de répondre clairement aux questions concernant les restructurations, FO DGFIP 49, son Union Départementale et sa section départementale des Finances ont adressé un courrier à tous les élus du département. Une délégation a été reçu par le député-maire de Trélazé Monsieur Marc Goua. Des délibérations sont d'ores et déjà prises et des rendez-vous avec d'autres élus sont fixés (Angers, Candé...).**

**Vous trouverez le courrier adressé aux élus du département ainsi que la réponse du député-maire de Trélazé M. Goua. sur notre site internet <http://www.fo-dgfiip-sd.fr/049/>**

**Après avoir déclaré à qui voulait l'entendre que FO DGFIP 49 se trompait, voici les réponses de Monsieur Mathieu :**

**SIP d'Angers (fusion) :** « pour la fusion CDIF/SIP, nous sommes au milieu du gué ». L'éventualité d'un regroupement sur Angers n'est pas écarté, « rien n'est acté, tout reste possible ».

**CFP Les Ponts de Cé :** « J'envisage de le regrouper sur les SIP d'Angers très rapidement ».

**SIE d'Angers et Cholet, (fusion) :** « La fusion des SIE de Cholet est envisagée, elle permettra de supprimer un poste de cadre A », pour les SIE d'Angers pas de réponse précise de M. Mathieu. Le SIE de Baugé serait transféré à Saumur...

**le CFP de Pouancé, (transfert au CFP de Segré) et les CFP de Candé, Le Louroux et Le Lion, (Regroupement, suppressions) :** « ces restructurations sont envisagées dans le cadre du plan triennal, mais rien n'est encore décidé ».

**les CFP de Beaupréau, Chemillé, Saint Georges sur Loire, La Romagne et Seiches sur le Loir :** « Les postes de Seiches et de la Romagne ne sont pas menacées à court terme, je viens de les renforcer, pas de fermeture dans les trois ans, sauf si la direction générale me l'impose bien sur ». Pour St Georges, Beaupréau et Chemillé pas de réponse.

**le CFP d'Avrillé (transfert de la gestion du Césame vers le CFP du CHU) :** « Suivant les injonctions de l'ARS, un transfert de cette gestion est probable vers le CFP du CHU ».

**la fusion du CFP d'Avrillé avec la TPM Angers est elle envisagée ? Si oui quel avenir pour le CFP de Trélazé ? :** « Je ne suis pas au courant ».

**Pour les SPF :** « une fusion de l'enregistrement et de la publicité foncière est envisagée dans le plan triennal, les SPF de Segré et Baugé seront supprimés. Il y a trop de SPF dans le Maine et Loire ».

**Pôle patrimonial :** « création de la structure peut être dès 2016 ».

**Les réponses de M. Mathieu, quoi qu'il puisse en penser et dire, confirment la véracité du contenu du courrier adressé aux élus par FO DGFIP 49. La démarche stratégique et les restrictions budgétaires du pacte de responsabilité mettent à l'ordre du jour la destruction pure et simple du réseau financier et fiscal. La suppression de 850 sites est programmée.**

**Répondant à la question posée par FO DGFIP 49 relative aux emplois supprimés en 2015 :**

M. Mathieu a indiqué que le transfert à Rouen de l'activité bancaire de la CDC supprimerait 3 à 4 emplois et que le nombre total de suppressions serait supérieur à 2014, sans doute autour de 20 emplois !!! Nous serons fixés le 18 novembre 2014, jour du CTR emplois.

**Pour FO DGFIP 49, ce n'est pas la veille des élections que l'on se découvre une âme de syndicaliste, FO DGFIP 49 reprendra ses visites de postes et services après les élections !**

**Avec FO DGFIP 49 exigez :**

**le retrait du pacte de responsabilité, l'arrêt de la démarche stratégique, l'arrêt des fermetures - restructurations de trésoreries ou services, l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'emplois statutaires nécessaires au bon fonctionnement des postes et services !**

**Les fonctionnaires n'ont pas d'autre choix que celui de résister.**

**Expliquer, Démontrer, Convaincre, Rassembler**  
sur des revendications claires pour combattre,  
tel est le sens de l'action de la section **FO DGFIP 49.**

**Alors le 4 décembre, en votant FORCE-OUVRIERE vous voterez CONTRE TOUTE AUSTERITE, QU'ELLE SOIT DE DROITE, DE GAUCHE OU SYNDICALE !**

**VOTER FO le 4 décembre, C'EST ADRESSER UN MESSAGE CLAIR À LA DIRECTION, AU GOUVERNEMENT ET À SES SUPPLÉTIFS.**

**Votez et faites voter FO**

**le syndicat libre, indépendant et déterminé !**